

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Arguments 4

Le « pacte de croissance »

- Economie -

Date de mise en ligne : lundi 17 septembre 2012

Démocratie & Socialisme

Le 29 juin dernier, le lendemain du jour où François Hollande, avait fait adopter le « pacte de croissance » par les chefs d'États et de gouvernements européens, Libération titrait : « Euro : Hollande 1 - Merkel 0 »

Le prix Nobel d'économie, Paul Krugman dans son éditorial du New York Times, le 5 juillet avait une toute autre appréciation de ce pacte de croissance qu'il qualifiait de « *pistolet à eau contre un rhinocéros qui charge.* »

C'est malheureusement Krugman qui a raison, pas Libération.

Le « pacte de croissance » représente 120 milliards d'euros sur trois ans. Ces 120 milliards proviennent de deux sources. 55 milliards d'euros de crédits structurels dont personne ne peut préciser s'ils étaient déjà programmés ou non pour 2013-2014. 65 milliards de prêt aux entreprises privées, étalés sur plusieurs années et accordés par la Banque européenne d'investissement (BEI). La BEI financera ces prêts grâce à l'émission de 5 milliards de « Projects bonds » et par l'emprunt de l'essentiel des 60 milliards d'euros restant sur les marchés financiers.

Mais sans même entrer dans le détail du financement, pour le moins hypothétique, de ce pacte, force est, hélas, de constater que le total de 120 milliards d'euros ne fait pas le poids face à la crise que traverse la zone euro.

Certes, il s'agit d'une avancée, mais sa contrepartie, c'est l'austérité de Merkel qui, avec le Traité Merkozy (TSCG) dont pas un mot n'a été modifié, plonge l'Union européenne dans une récession qui s'approfondit chaque mois.

Le pacte de croissance est un petit pas pour la croissance alors que le TSCG est, hélas, un grand pas pour l'austérité. 120 milliards d'euros peut paraître une somme très importante. Elle l'est beaucoup moins si l'on se permet quelques comparaisons.

120 milliards d'euros représentent 0,9 % du PIB de l'Union européenne. Le plan de relance de l'économie des États Unis par Obama en 2009 s'élevait à 7 % du PIB américain. Un tout autre ordre de grandeur.

En septembre 2012, la Réserve fédérale américaine vient de décider d'un programme d'achat mensuel de 40 milliards de dollars (32 milliards d'euros) de créances immobilières pour relancer l'économie américaine. Au bout de 4 mois, le pacte de croissance sera dépassé et la Réserve fédérale a annoncé que ce programme serait sans limite dans le temps. Là encore, les chiffres ne sont pas du même ordre de grandeur.

Les 120 milliards d'euros du « pacte de croissance » ne pèsent pas non plus très lourds à côté des centaines de milliards d'euros mis en oeuvre pour sauver les banques européennes en 2008-2009.

Ils ne pèsent pas non plus bien lourd à côté des 100 milliards de crédit accordés par l'Union européenne pour sauver les seules banques espagnoles, en juillet 2012.

Que représentent ces 120 milliards à côté des 1 018 milliards de crédit (qui ne pourront être remboursés) versés par la Banque centrale européenne aux banques européennes en décembre 2011 et février 2012 ?

Comment ce pacte pourrait-il relancer la croissance dans un pays comme la Grèce où les salaires et les retraites ont

subi une perte moyenne de pouvoir d'achat de 35 % depuis 2008, où le chômage frappe 24 % de la population active et où la prochaine cure d'austérité imposée par l'Union européenne de Merkel exige le licenciement de 150 000 fonctionnaires en 3 ans (l'équivalent de 900 000 en France !) et où la commission européenne exige du gouvernement grec qu'il impose aux salariés grecs la semaine de 6 jours ?

Et, ce qui est vrai pour la Grèce l'est, dans une moindre mesure, pour l'instant du moins, pour l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie.

Le « pacte de croissance » de François Hollande est, une tentative pour combler avec une petite cuillère le trou que l'austérité de Merkel creuse avec une pelleuse.

La taxe sur les transactions financières ne pèsera pas non plus très lourd dans la balance, son montant sera de toute façon marginal et, aujourd'hui, personne ne sait encore quel sera le taux de cette taxe, quelle sera son assiette, quels pays seront concernés, à quoi seront destinés les fonds et quand cette taxe sera mise en oeuvre.